Zeitschrift: Jahrbuch der Schweizerischen Gesellschaft für Schulgesundheitspflege = Annales de la Société Suisse d'Hygiène Scolaire

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Schulgesundheitspflege

Band: 13/1912 (1913)

Artikel: La compétence des tribunaux pour mineurs

Autor: Borel, E. / Georgi, Elsbeth / Geser-Rohner, A.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-91192

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

So sage ich zu meinem Sohne z. B. bei der Nachricht vom Tode eines Verwandten: „Der X hat ein reiches, glückliches Leben gehabt.“ Natürlich fragt dann der Junge erstaunt: „Wieso?“ Und dann habe ich ihn. „Sieh' mal, Du hast ja auch Blumen so gern. Und der X war Botaniker. Ich habe ihn einmal beobachtet, wie er eine seltene Art unter dem Mikroskop hatte.“ Dann folgt eine minutiöse Darstellung der Situation, ganz ausgemalt erscheint ihm eine bestimmte Vorstellung des Mannes in seinem Berufe, verwirkt mit einigen Strahlen aus der Welt des Göttlichen, des Religiösen. Die Vorstellung sitzt! Des seien Sie gewiß! Der muß aber Liebe oder, wie Dr. Beck meint, Achtung für die junge Seele vor ihm empfinden, der so auf sie einwirkt. Dann wird die Vorstellung das Ziel geben. Die Saat geht auf! Gott segne die Saat!

4. La compétence des tribunaux pour mineurs.

a) Rapport présenté par le Professeur E. Borel, avocat à Genève.

Leitsätze.

I. Allgemeiner Grundsatz.

1. Das wohlverstandene Interesse der Jugendlichen, welches dem Postulat für Einführung von Jugendgerichten zugrunde liegt, soll auch bei der Umgrenzung der Zuständigkeit derselben die leitende Richtschnur bilden.

II. Persönliche Zuständigkeit.

A. Altersgrenze.

2. Gegenüber den Jugendgerichten fallen die Gründe dahin, welche dazu führen (so z. B. im Vorentwurf zum Schweiz. Strafgesetzbuch), die Jugendlichen unter vierzehn Jahren einer ordentlichen Strafverfolgung zu entziehen. Dank dem vorwiegenden Schutzcharakter, welcher der Aufgabe und Tätigkeit der Jugendgerichte innewohnt, können unbedenklich Kinder nach zurückgelegtem zehnten Altersjahre wegen Strafhandlungen vor dieselben gebracht werden.

Conclusions.

I. Principe général.

1. L'intérêt bien entendu des mineurs, dont s'inspire le postulat qui réclame l'institution d'une juridiction spéciale chargée de connaître des actes délictueux commis par eux, doit être également la considération première à consulter pour la détermination de la compétence de cette nouvelle juridiction.

II. Compétence ratione personae.

A. *Limite d'âge.*

2. Les raisons qui ont engagé le législateur à soustraire à une action pénale proprement dite les mineurs âgés de moins de quatorze ans (avant-projet de Code pénal suisse) n'existent pas à l'égard de la juridiction spéciale à instituer pour les mineurs. Le caractère éminemment tutélaire de la mission et de l'action des tribunaux pour mineurs justifie l'idée de leur confier le soin de connaître des actes délictueux commis par des enfants dès l'âge de dix ans.

Unter dieser Altersgrenze sollen, wie bisher, bei Strafhandlungen, die von Kindern begangen werden, die Familie, die Schule, und gegebenenfalls die vom Staate zum Schutze verwahrloster Kinder eingesetzten Behörden einschreiten.

3. Der Jugendliche untersteht bis zum zurückgelegten 18. Altersjahre der Zuständigkeit der Jugendgerichte. Selbst bis zum zurückgelegten 20. Altersjahre kann er für von ihm begangene Strafhandlungen von den zuständigen Behörden vor das Jugendgericht gebracht werden.

B. Jugendliche, die im Verein mit Mehrjährigen Strafhandlungen begangen haben.

4. Bei der Behandlung von Strafhandlungen, die ein Jugendlicher im Verein mit Mehrjährigen begangen hat, soll in der Regel der Grundsatz der Einheit der Strafverfolgung vor den dem Jugendgerichte rufenden Forderungen weichen.

In diesem Fall findet daher die Strafverfolgung gegen den Jugendlichen ausschließlich nach den für das Jugendgericht geltenden Bestimmungen statt.

5. Dem Jugendgericht bleibt indessen die Befugnis vorbehalten, den über sechzehn Jahre alten Jugendlichen vor das für die mehrjährigen Angeklagten zuständige Gericht zu überweisen, falls hiefür, in Anbetracht der Tatumstände, des Alters oder Charakters des Jugendlichen, oder seines Vorlebens oder sonstiger wichtiger Umstände, hinreichende Gründe vorliegen.

Diese Überweisung wird gemäß Antrag der Staatsanwaltschaft, und nach Anhörung des Vertreters des Jugendlichen verfügt.

III. Sachliche Zuständigkeit.

6. Grundsätzlich erstreckt sich die Zuständigkeit des Jugendgerichtes auf

Au-dessous de cette limite, les infractions commises par des enfants continueront à relever de la famille, de l'école ou des institutions tutélaires créées par l'Etat (protection de l'enfance abandonnée, etc.).

3. Le mineur demeurera soumis à la juridiction spéciale jusqu'à l'âge de dix-huit ans. Il pourra même, jusqu'à l'âge de vingt ans, être renvoyé devant elle par les autorités compétentes pour les actes délictueux commis par lui.

B. *Mineurs inculpés d'actes délictueux commis avec des majeurs.*

4. Dans la répression d'actes délictueux commis par un mineur avec des majeurs, le principe de l'unité de l'action pénale devra, dans la règle, fléchir devant les considérations qui justifient la création d'un tribunal pour mineurs.

En pareil cas, l'action pénale contre le mineur sera entièrement soumise aux dispositions qui régissent cette juridiction spéciale.

5. Demeure réservée, cependant, au tribunal pour mineurs la faculté de prononcer le renvoi du mineur âgé de plus de seize ans devant la juridiction pénale chargée de juger les autres inculpés, s'il y a, pour l'ordonner, des motifs suffisants, tirés, soit des faits de la cause, soit de l'âge du mineur, de son caractère, de ses antécédents, ou de toute autre circonstance importante.

Cette décision sera prise sur préavis conforme du Ministère public, le représentant du mineur entendu.

III. Compétence ratione materiae.

6. La juridiction spéciale pour mineurs s'étend, en principe, à tous

alle von Jugendlichen begangene Strafhandlungen, ohne Rücksicht darauf, ob sie schwerer Art sind oder nicht.

Dem Jugendgericht bleibt indessen die Befugnis vorbehalten, in besonders schweren Fällen den vor seine Schranken gebrachten, über sechzehn Jahre alten Jugendlichen dem ordentlichen Strafgericht zu überweisen, falls die Tatumstände, das Alter, der Charakter, oder das Vorleben des Angeklagten, oder sonstige wichtige Umstände diese Maßregeln hinreichend rechtfertigen.

Die Überweisung wird gemäß Antrag der Staatsanwaltschaft und nach Anhörung des Vertreters des Jugendlichen verfügt.

les actes délictueux commis par eux, quelle qu'en soit la gravité.

Pourra cependant le tribunal pour mineurs, en matière de délits particulièrement graves, renvoyer devant la juridiction pénale ordinaire le mineur âgé de plus de seize ans traduit devant lui, si cette mesure paraît justifiée par les faits de la cause, le caractère de l'inculpé, son âge, ses antécédents ou toute autre circonstance importante.

Le renvoi sera prononcé sur préavis conforme du Ministère public, le représentant du mineur entendu.

1. *Principes générales.*

La question de la compétence des tribunaux pour mineurs ne peut pas être étudiée et résolue pour elle même, indépendamment des autres faces du problème dont l'examen nous rassemble aujourd'hui.

Elle dépend beaucoup du caractère de la nouvelle juridiction, de l'organisation de l'autorité à instituer, de la procédure tracée à son activité.

Nous reconnaissons que l'enfant est délicat au point de vue psychique plus encore qu'au point de vue physique; qu'en lui l'être moral, s'il présente des défauts ou des faiblesses, a besoin de ménagements aussi rationnels et doit être traité avec un doigté aussi habile que s'il s'agissait de son corps encore faible et éprouvé par le travail de la croissance. Nous en concluons que le mineur coupable d'une infraction ne saurait être soumis à la même juridiction pénale que ce délinquant adulte et qu'il doit être, au contraire, l'objet d'une action tutélaire et éducative qui tende à assurer son redressement par les moyens les plus propres à agir sur ses facultés morales et sur son caractère.

De cette conception, qui est à la base de toute la réforme, découle le caractère utilitaire de l'esprit dans lequel on doit la réaliser. Il faut savoir se dégager des notions qui jusqu'ici nous ont dominés en matière de délits, de pénalités, d'organisation judiciaire, de procédure, pour s'attacher à la recherche du traitement le mieux approprié aux conditions psychiques de l'enfant, le plus sûr et le plus efficace pour le ramener dans la bonne voie.

Le même point de vue, essentiellement pratique, doit nous guider dans la question de compétence. Ici également, l'on se demandera toujours où résident l'intérêt bien entendu des jeunes délinquants, la solution la plus appropriée au relèvement efficace qui est le but à atteindre.

Ainsi envisagé, le problème est lié à la détermination, à la constitution et à la procédure même de l'autorité chargée de connaître des infractions commises par les mineurs. Plus les circonstances nous permettront de l'adapter à sa mission, plus également nous pourrons élargir le cadre de ses compétences jusqu'aux limites tracées par la nature même des choses.

Si, par contre, les difficultés d'organisation, l'empire des idées reçues ou d'autres obstacles encore ne laissent place qu'à une réforme incomplète, les imperfections mêmes dont elle demeurera grevée entreront en ligne de compte lorsqu'il s'agira de la solution concrète à donner à la question de compétence.

Compétence ratione personæ.

1. L'application de cette idée se présente d'emblée au moment d'aborder ce que j'appellerai la limite inférieure de la compétence à tracer ratione personæ :

A partir de quel âge l'enfant sera-t-il soumis à la nouvelle juridiction ?

Jusqu'ici, dans ce domaine, le législateur s'est inspiré de ce qu'on pourrait appeler une considération mixte. Au point de vue juridique, la notion même du délit, l'élement de responsabilité et d'imputabilité qu'elle comporte l'ont conduit à constater qu'au-dessous d'un certain âge l'enfant ne peut pas commettre d'acte délictueux dans le sens propre du terme. Au point de vue pratique, la conclusion découlant de ce principe a été fortifiée par l'intelligence et l'expérience du fait qu'à vouloir étendre aux enfants l'action de la justice pénale ordinaire — la seule que nous ayons possédée jusqu'ici — on fait œuvre vaine, ou plutôt mauvaise et déplorable. De là l'idée de soustraire, le plus longtemps possible, l'enfant à la justice pénale proprement dite ; de là cette tendance, consacrée entre autres dans l'avant-projet du code pénal suisse, de reculer jusqu'à 14 ans la limite au-dessous de laquelle il n'y aura pas d'action pénale.

Fondée en regard de l'organisation judiciaire actuelle et de l'appareil ordinaire de la justice pénale, cette thèse n'aura plus

la même force le jour où l'on verra naître la nouvelle institution que nous cherchons à établir. Le législateur n'aura pas à se laisser davantage dominer par la notion juridique du délit, puisqu'il s'agira, non plus d'un acte délictueux à réprimer comme tel, mais de mesures tutélaires et éducatives à prendre. Et la limite d'âge opposée à la justice pénale ordinaire n'aura plus de raison d'être à l'égard d'une autorité créée précisément pour assurer aux mineurs de traitement le plus approprié à leur nature et à leurs besoins.

Cette considération s'impose d'autant plus qu'en fixant la limite d'âge de 14 ans l'on risque de créer au-dessous une sorte de vide, que les institutions actuelles ne parviennent guère à combler.

Que faisons-nous aujourd'hui à l'égard de l'enfant trop jeune pour être traduit devant les tribunaux ordinaires? Souvent l'on ne fait rien, le ministère public étant désarmé par le fait de ne pouvoir s'adresser à une juridiction appropriée. Ou bien, c'est l'autorité administrative qui prend une mesure de son ressort, telle que l'internement dans maison d'éducation ou de correction, ou bien encore la loi saisit l'autorité scolaire ou le juge de police, qui inflige des arrêts.

Ai-je besoin de dire que, très souvent, ce n'est là qu'un pis-aller et qu'il y a mieux à faire? Si l'on parvient à instituer le „bon juge" pour les mineurs, l'homme qui, à leurs yeux mêmes, revêtira le caractère d'un tuteur bienveillant, et dont l'action — entourée de toutes les garanties nécessaires — pourra se produire aussi directement que celle d'un père sur son fils, pourquoi ne pas confier à ce magistrat des enfants même au-dessous de 14 ans? Ne pourra-t-il pas agir sur eux plus efficacement, ne pourra-t-il pas leur assurer le traitement éducatif approprié, avec plus de compétence et d'autorité qu'une commission scolaire ou une direction de justice?

Evidemment une limite d'âge est nécessaire: il la faut pour la détermination même de la compétence à établir. Comme toute limite fixée par la loi, elle sera forcément quelque peu arbitraire; et si j'en viens à proposer l'âge de 10 ans, c'est moins pour telle raison spéciale que parce qu'il me paraît répondre, en somme, et l'appréciation la plus juste des diverses considérations qui entrent ici en ligne de compte.

Au-dessous de cette limite subsistera, pour autant qu'elle

sera nécessaire, l'action des autorités scolaires ou des institutions protectrices de l'enfance abandonnée. A cet âge, du reste, les actes délictueux sont heureusement très rares: On aura surtout affaire, soit à des incartades relevant de la discipline scolaire, soit à un défaut général de surveillance et d'éducation, qui amènera l'autorité compétente à intervenir contre les parents responsables de cette situation, ou à y remédier à leur place.

2. L'arbitraire dont je viens de parler à propos de la limite d'âge inférieure apparaît plus clairement encore dans la détermination de celle qui doit séparer la juridiction nouvelle de la juridiction pénale ordinaire. Se plaçant derechef au point de vue juridique, la loi actuelle s'inspire ici de la notion du discernement, comme élément nécessaire de la responsabilité pénale. Le mineur est traduit devant la même juridiction et jugé selon la même procédure que le majeur. Mais la plupart des Codes fixent, jusqu'à 16 ou 18 ans révolus, une période pendant laquelle le discernement d'un jeune délinquant peut faire l'objet d'un doute et doit être, dans chaque cas, expressément constaté pour qu'une sentence de condamnation pénale puisse être prononcée. Personne ne songe à prétendre que cette limite soit nettement fournie par des considérations psychologiques précises et décisives et la pertinence en est discutable à l'égard du problème de compétence qui se pose ici. On pourrait disserter à perte de vue sur la convenance qu'il y aurait à la modifier, en la portant, par exemple à 20 ans. Si je propose néanmoins l'âge de 18 ans révolus, c'est avant tout pour des raisons d'ordre pratique. La réforme à laquelle nous sommes attachés soulève, en elle-même, assez de difficultés pour qu'on lui facilite la voie autant que possible et c'est évidemment le faire que s'en tenir — faute de pouvoir sûrement trouver mieux — à une limite déjà établie par la loi et familière à ceux qui s'occupent de l'administration de la justice pénale.

Du reste, il est possible d'atténuer sensiblement l'inconvénient inhérent à l'établissement d'une limite générale. Les mineurs âgés de plus de 18 ans ne seront pas nécessairement jugés par les tribunaux ordinaires de l'ordre pénal. On doit et on peut aisément laisser une latitude d'appréciation à l'autorité saisie préalablement de l'infraction commise et qui, le plus souvent, sera le ministère public (éventuellement la chambre d'accusation). Au moment de statuer sur le renvoi de l'inculpé devant le tribunal proprement dit, cette autorité pourra faire œuvre d'individualisation et re-

mettre au juge pour mineurs l'accusé âgé de moins de 20 ans à l'égard duquel cette mesure lui paraîtra justifiée.

3. Reste l'éventualité d'un acte délictueux auquel participent un ou plusieurs mineurs en compagnie de majeurs. En pareil cas, le principe de l'unité de l'action pénale réclame, semble-t-il, le renvoi de tous indistinctement devant la même juridiction. Mais l'expérience a demontré les effets désastreux de ce système, quant aux mineurs qui en sont victimes. Indépendamment de tous les inconvénients qui nous amènent à vouloir soustraire les mineurs à la juridiction pénale ordinaire (fâcheux effets de l'appareil officiel de la justice, de la publicité des débats, de la joûte entre l'accusation et la défense, etc.), le régime actuel a pour conséquence d'accentuer, aux yeux du jeune délinquant, la solidarité par laquelle il se croit lié à ses ainés, et risque ainsi de fortifier dans son esprit le sentiment de fidélité qu'il leur porte naturellement. Il faut, bien au contraire, rompre tout lien entre le mineur et ses co-délinquants et la thèse de l'unité de l'action pénale doit entièrement fléchir devant la nécessité de le séparer d'eux et d'agir à son égard comme s'il était seul. L'application de ce postulat ne saurait, je crois, présenter de sérieuses difficultés. Si l'audition du mineur est nécessaire pour le jugement des autres délinquants, il y sera pourvu par les soins du juge appelé à connaître de sa cause. L'on cherchera, autant que possible, à éviter une confrontation de l'enfant avec les autres accusés. A la supposer indispensable, l'on y procédera à huis-clos et il appartiendra au tact et au savoir-faire du magistrat présidant l'audience d'atténuer l'impression nuisible que cette formalité judiciaire peut produire sur l'imagination de l'enfant. Et quant au jugement de ce dernier, la présence des autres inculpés sera d'autant moins nécessaire que l'on s'abstiendra d'emprisonner le juge pour mineurs dans une procédure étroitement formaliste.

La règle ainsi posée n'est pas cependant absolue au point de ne souffrir aucune exception. Elle se justifie dans les cas — et ce seront les plus nombreux — où l'action de la nouvelle juridiction permet d'espérer un résultat favorable. Si malheureusement l'on a affaire à un jeune délinquant dépravé et déjà endurci, dont la conduite et l'attitude ne laissent pas cet espoir, rien de s'opposera au renvoi de l'inculpé mineur devant la juridiction chargée de juger ses coaccusés majeurs. Mais la présomption légale doit être établie contre cette hypothèse. Tous

les mineurs doivent être réputés amendables grâce à l'intervention du tribunal spécial créé à leur intention. Tous devront être, sans exception, renvoyés devant lui et c'est à lui seul qu'il appartiendra de se dessaisir en faveur de la juridiction ordinaire, s'il croit devoir le faire en raison de l'âge, du caractère de l'inculpé, de ses antécédents ou de toute autre circonstance importante. La gravité de cette décision justifie l'idée de dire expressément — quelles que soient, du reste, l'organisation et la procédure du tribunal — que le juge ne pourra la prendre que sur conclusions du ministère public et après avoir entendu le représentant du mineur.

Compétence ratione materiæ.

Quant à la compétence *ratione materiæ*, les considérations à la base de la réforme projetée en facilitent la détermination, par rapport à la juridiction pénale ordinaire.

Tous les arguments qui nous engagent à réclamer l'institution d'un tribunal spécial pour mineurs plaident également en faveur de l'idée de lui attribuer, sans exception, la connaissance des actes délictueux relevés à leur charge. Les raisons tirées des conditions psychiques du mineur sont d'ordre personnel et ne dépendent pas de la nature ou des conditions matérielles de l'infraction commise par lui. Si la nouvelle institution est reconnue plus apte que les tribunaux ordinaires à réaliser une action efficace pour le relèvement du jeune délinquant, on ne voit pas pourquoi sa compétence devrait être limitée ou restreinte par l'effet d'une division toute théorique et, du reste, arbitraire entre les divers délits, selon leur gravité matérielle. S'il est juste de croire à la possibilité du redressement moral de l'enfant par l'effet d'une action appropriée, cette raison n'est elle pas aussi vraie, aussi impérieuse à l'égard du mineur qui a commis un délit grave que par rapport à tout autre?

Ici donc, la limite ne doit pas être cherchée d'avance dans les éléments matériels de l'acte délictueux. Elle réside dans les conditions d'ordre psychologique et moral auxquels répond précisément la nouvelle juridiction pour mineurs. En d'autres termes, tous les délits, sans distinction, seront soumis à la connaissance du juge spécial et s'il doit être fait exception, c'est uniquement lorsqu'on sera en présence d'un inculpé dont la conduite et le caractère démontrent qu'il ne saurait être utilement l'objet d'une

mesure tutélaire et que mieux vaut lui appliquer la répression de droit commun. Ici, de nouveau, la présomption est en faveur de l'inculpé. C'est au tribunal spécial qu'il appartiendra de faire le partage imposé par les circonstances et de renvoyer devant la juridiction pénale ordinaire ceux des accusés à l'égard desquels il croira devoir le faire. Le juge pour mineurs ne recourra, du reste, à cette mesure, assurément exceptionnelle, et très rare, il faut l'espérer, qu'après avoir pris l'avis du ministère public et entendu le représentant de l'inculpé.

4. Il est moins facile de circonscrire la compétence de la nouvelle juridiction au bas de l'échelle des infractions punissables. Au-dessous des délits proprement dits, la question se pose à l'égard des contraventions et, en général, des actes qui, d'ordinaire sont renvoyés à la juridiction de police, vu leur peu de gravité. On peut hésiter entre les deux solutions qui se présentent tout naturellement à l'esprit. Les uns s'en tiendront au régime actuel, sous l'empire duquel les infractions de ce genre font l'objet d'une répression disciplinaire, entre autres par les soins de l'autorité scolaire. D'autres préféreront l'intervention du nouveau juge, en raison des avantages divers qu'elle présente. Pour moi, la solution dépend essentiellement de la nature et composition du nouveau tribunal et de la manière dont il déploiera son activité. Je ne puis songer à aborder ce sujet, et je ne voudrais pas empiéter sur le domaine réservé aux autres rapporteurs. Me permettrez-vous cependant quelques observations strictement limitées à ce que je dois dire pour en arriver à conclure? Elle peuvent se résumer ainsi:

a. La nouvelle institution doit avoir un caractère tutélaire plutôt que judiciaire: l'élément important de sa tâche est beaucoup moins de rendre une sentence que d'aviser aux mesures de protection et de relèvement les plus appropriées aux conditions du mineur.

b. L'action sur ce dernier doit être aussi directe et personnelle que possible. A cet égard, le juge unique me paraît préférable à un collège de juges. Qu'on lui donne les collaborateurs nécessaires, c'est fort bien: mais ce qu'il faut à l'enfant, ce n'est pas l'action impersonnelle et officielle d'un grand tribunal; c'est, bien plutôt l'action personnelle et immédiate d'un homme qu'il puisse considérer comme un père, un confident et un appui, autant qu'un juge. Cela est vrai, non seulement à l'égard de la procé-

dure à suivre jusqu'à la décision du magistrat, mais aussi pour les rapports que ce dernier devra conserver ultérieurement avec les mineurs et par lesquels il maintiendra son action et son influence sur eux.

c. Dans l'intérêt même de cette action, il importe de laisser au juge la plus grande liberté quant à la procédure à suivre. Parfois, le magistrat clairvoyant atteindra le but principalement par des entretiens personnels et familiers avec le mineur. Dans d'autres cas, il aura recours à une procédure plus officielle, à une séance en toutes formes, avec ses collaborateurs, et, au besoin, avec l'intervention du ministère public et d'un représentant du mineur.

Ici — pour le rappeler en passant — l'on doit empêcher à tout prix qu'en pareil cas le débat ne dégénère en une joûte oratoire pour la galerie. Une procédure faisant naître dans l'enfant l'idée d'être défendu et de devoir l'être contre son juge ne peut que produire l'effet le plus fâcheux sur son esprit, parcequ'elle le met d'avance en défiance à l'égard de la décision dont il doit être l'objet, alors que la valeur pratique de cette mesure dépend beaucoup du fait d'être acceptée par lui avec confiance.

L'on me dira peut être que ces postulats résument un idéal difficile à réaliser dans le pratique. Je n'en disconviens pas, mais je crois que nous n'en devrons pas moins les considérer comme marquant la tendance à suivre, autant que le permettent les circonstances. J'ajoute que l'on s'en approchera d'autant mieux que l'on saura tenir compte de deux considérations qui me paraissent essentielles:

La première, c'est qu'il ne faut pas songer à vouloir réaliser simultanément la réforme dans toute la Suisse et que nous devons bien plutôt en poursuivre l'accomplissement d'abord dans les cantons où les conditions démographiques la réclament et la facilitent plus qu'ailleurs.

La seconde, c'est qu'on ne doit pas songer à mettre sur pied quelque chose de vraiment utile avantd'avoir préalablement gagné l'opinion publique. Il faut beaucoup de temps pour que les idées nouvelles puissent mûrir entièrement et faire leur chemin. Aussi longtemps que ce résultat n'est pas atteint, on risque de n'aboutir qu'à des demi-mesures représentant un compromis boiteux entre les nouvelles thèses et la routine suivée jusqu'ici, et mieux vaut, à mon avis, patienter davantage, pro-

longer autant qu'il le faudra la période d'action préalable sur l'opinion et assurer ainsi — plus tard, il est vrai, mais mieux et d'une façon plus complète et rationelle — la réalisation du progrès dont nous sommes partisans.

Pour en revenir à la question posée, je conclus que, si la nouvelle juridiction répond suffisamment aux desiderata formulés tout à l'heure, il ne peut qu'être avantageux d'en élargir la compétence à l'égard des infractions légères. Ainsi comprise, en effet, l'institution réclamée sera, non pas un tribunal de répression proprement dite, mais bien plutôt un tribunal de protection pour les mineurs. Ce qu'on verra dans les infractions commises par eux, ce n'est pas seulement l'acte illicite à punir, c'est en premier lieu la situation mauvaise dont il sera l'indice. Le tribunal s'enquerra de cette situation aussi bien que des détails du fait matériel, et c'est d'elle que dépendra sa décision, autant que de l'appréciation de l'infraction même. Pour choisir un exemple: le juge saisi d'un larcin commis par un mineur pourra, s'il s'agit d'un acte isolé, si d'ailleurs la conduite de l'enfant était bonne, si les conditions de famille sont satisfaisantes, le tribunal, dis-je, pourra fort bien se borner à une admonestation et à une mise à l'épreuve dans la famille même, comme cela se pratique aux Etats-Unis. Dans tel autre cas, une infraction moins grave peut-être, en elle-même, donnera lieu, de la part du tribunal, à une intervention plus accentuée, par exemple, au placement du mineur dans un établissement d'éducation, s'il est constaté que cet enfant se trouve dans des conditions franchement mauvaises, auxquelles on ne peut porter remède autrement.

Ainsi donc, la décision sera dictée non seulement par l'infraction prise en elle-même, mais aussi et avant tout par les conditions de vie dont elle révélera l'existence. Elle aura beaucoup moins le caractère d'une répression que la portée d'une mesure tutélaire destinée à assurer au mineur les conditions les plus avantageuses pour son éducation.

S'il en est ainsi, et je crois qu'il doit en être ainsi, l'on ne peut que juger utile de donner au nouveau tribunal la plus grande compétence à l'égard des infractions légères. Je reconnais qu'il serait extrêmement difficile d'établir ici une limite précise, de formuler une définition satisfaisante des infractions visées en ce moment, ou de songer à en dresser une énumération quelque peu rationelle. Du reste, la chose n'est pas nécessaire: il suffit

que les autorités chargées aujourd'hui d'en connaître puissent s'adresser au tribunal pour mineurs dans les cas où cette mesure paraîtra justifiée et notamment lorsqu'on constatera que l'inculpé vit dans des conditions auxquelles il paraît indispensable de mettre fin. Ai-je besoin d'ajouter que ces autorités devront agir avec le tact et le discernement nécessaires et ne saisir le tribunal que dans les cas appelant véritablement cette mesure?

A titre de conclusion, je me permets de vous recommander les thèses qui vous sont soumises en les complétant par un alinéa 7, ainsi conçu:

„Le tribunal pour mineurs pourra être saisi d'autres d'infractions, même légères, notamment lorsqu'elle révèleront, à l'égard de l'inculpé, des conditions de vie de famille ou d'autres encore de nature à réclamer son intervention."

b) Diskussion.

I. Votant: Dr. Elsbeth Georgi, Zürich.

Die Zuständigkeit der Jugendgerichte hat Prof. Borel uns gestern nach einem fein durchdachten, von warmem Empfinden getragenen Plan umgrenzt. Ich möchte mich den Ausführungen des Referenten in vielen Punkten anschließen. Freilich nicht in allen. Schon bei Durchsicht der Thesen kamen mir Bedenken gegenüber verschiedenen Einzelheiten, und diese Bedenken sind auch durch das Referat nicht ganz behoben worden. — Es sind zunächst vier Punkte, bezüglich deren ich Ihnen Abänderungswünsche unterbreiten möchte. Freilich werde ich dabei keinen leichten Stand haben, nachdem die Thesen gestern von so autoritativer Seite und in so packender und eleganter Form vertreten worden sind.

1. Es handelt sich vor allem um die untere Altersgrenze. Nach These 2 sollen bereits Kinder von 10 Jahren an vor das Jugendgericht gestellt werden können. Der Referent hält dies für „unbedenklich". Ich kann ihm hierin nicht folgen. Freilich, wenn man, wie Prof. Borel, ein mit einem Einzelrichter, mit einem idealen väterlichen Kinderfreund besetztes Jugendgericht im Auge hat, so mag man sich mit der vorgeschlagenen unteren Altersgrenze allenfalls befreunden. Nicht aber dann, wenn man erwägt, daß der Jugendrichter als Einzelrichter jedenfalls für die deutsche Schweiz vorläufig völlig ausgeschlossen erscheint, daß

hier das Jugendgericht vielmehr regelmäßig als Kollegialgericht organisiert werden wird. Vor einer solchen Behörde aber sollten Kinder unter 14 Jahren noch nicht erscheinen müssen, selbst dann nicht, wenn, wie vorgeschlagen wurde, Frauen und andere in der Fürsorge erfahrene Personen dem Gericht angehörten. Die Gefahr, daß die Verhandlung auf das Kind einen nachteiligen Eindruck mache, ist zu groß.

Übrigens, ob Einzelrichter, ob Kollegium, gleichviel: Kinder unter 14 Jahren gehören überhaupt nicht vor das Jugendgericht. Allerdings ist das Jugendgericht, wie der Referent betont, ein Institut der Fürsorge. Aber es ist doch nicht nur Fürsorgeinstitut, es ist, wenigstens vorläufig, auch noch Gericht, Strafgericht. Es wendet nicht nur Fürsorgerecht an, sondern auch Strafrecht; allerdings Jugendstrafrecht; aber auch bei diesem ist eben der Strafcharakter noch nicht völlig verwischt; ja, durch die Luzerner Beschlüsse der Strafrechtskommission ist das Jugendstrafrecht des Entwurfs gegenüber dem des V. E. Str. G. B. von 1908 nicht unerheblich verschärft worden, und in ähnlichem Sinne spricht sich auch Dr. Geser-Rohner in seiner These 5[2] aus. — Nun kann ja nach dem V. E., soweit es sich um Kinder unter 14 Jahren handelt, allerdings auch das Jugendgericht keine eigentlichen Strafen verhängen, vielmehr lediglich Fürsorgemaßnahmen anordnen. Aber es steht doch zu befürchten, daß die von einem Strafgericht angeordneten Fürsorgemaßnahmen leicht als Strafe bewertet werden. Das Ansehen des Kindes wird darunter leiden, daß es bereits mit der Strafjustiz, — wenn auch in der sehr gemilderten Form des Jugendgerichts, – in Berührung gekommen ist. Das müssen wir dem Kinde ersparen. Und wir können es. Denn die Fürsorge, deren die unter 14 Jahre alten kriminellen Kinder bedürfen, kann ihnen auch von anderer Seite gewährt werden, und zwar ohne jenen ominösen Beigeschmack, der der Fürsorge des Jugendgerichts immer anhaften wird. Die Fürsorge für diese Kinder könnte Organisationen, wie z. B. die Kinderschutzkommissionen in St. Gallen, das Kinderfürsorgeamt in Zürich, der Vormundschaftsrat in Basel, übertragen werden, alles Instanzen, die zur Durchführung von Fürsorgemaßregeln mindestens ebenso qualifiziert erscheinen, wie das Jugendgericht. Denn ihnen sind ja bereits eine ganze Reihe ähnlicher Jugendfürsorgeaufgaben anvertraut: der Kinderschutz des Z. G. B., die Fürsorge für die weniger als 10 Jahre alten Delinquenten etc.; ohnehin muß sich das

Jugendgericht auf jene Fürsorgeinstanzen stützen, so weit es selbst Fürsorge treibt. — Das Jugendgericht ist also für Kinder unter 14 Jahren nicht nur gefährlich, sondern auch durchaus entbehrlich. — Übrigens steht auch formell nichts im Wege, die kriminellen Kinder unter 14 Jahren dem Strafrichter gänzlich zu entziehen, und da eine strafrechtliche Verfolgung dieser Kinder nach dem V. E. Str. G. B. ausgeschlossen ist, erscheint es unbedenklich, die Behandlung solcher Fälle einer Verwaltungsbehörde zu übertragen. Bedenkt man noch, daß dies bereits in mehreren Kantonen (Basel, St. Gallen), vorgesehen ist, so muß man die Verweisung von Kindern unter 14 Jahren vor den Richter als einen ungerechtfertigten Rückschritt empfinden. Demgemäß wäre in These 2 des Referenten der 1. Absatz zu streichen und Absatz 2 gemäß These 2 meines geehrten Mitvotanten, Dr. Geser-Rohner, abzuändern. Bei Strafhandlungen, die von Kindern unter 14 Jahren begangen werden, sollen also die Familie, die Schule und gegebenenfalls die vom Staate zum Schutze gefährdeter Kinder eingesetzten Behörden einschreiten.

Durch diese Erhöhung der unteren Zuständigkeitsgrenze kommen wir auch dem von Kuhn-Kelly so warm vertretenen, vorläufig freilich noch nicht erreichbaren Ideal, das Jugendstrafrecht durch reines Fürsorgerecht zu ersetzen, immerhin um einen Schritt näher.

2. Was die obere Altersgrenze anlangt, so wird man sie grundsätzlich beim zurückgelegten 18. Altersjahr ansetzen müssen. Dabei hat der Referent noch eine sehr erfreuliche Milderung vorgesehen: die Anklagebehörde soll nach Belieben auch 18—20-jährige Rechtsbrecher dem Jugendgericht überweisen dürfen. Ich möchte hier sogar noch einen kleinen Schritt weiter gehen: die 18—20-jährigen sind jedenfalls immer dann vor das Jugendgericht zu stellen, wenn sie die Tat vor Zurücklegung des 18. Lebensjahres begangen haben. Für solche Jugendliche kann nämlich unter Umständen noch Zwangserziehung und Korrektionsanstalt in Betracht kommen, welche Maßnahmen doch wohl am besten von dem in Erziehungsfragen erfahrenen Jugendgericht angeordnet werden.

3. Nach These 4 und 6 soll das Jugendgericht für alle Strafhandlungen der 14—18-jährigen Jugendlichen zuständig sein, auch in schweren Fällen, und auch dann, wenn Jugendliche und Erwachsene zusammen gehandelt haben. Aber ausnahmslos soll dieser

Grundsatz doch nur für diejenigen Jugendlichen gelten, die noch nicht 16-jährig sind. Bei den übrigen hingegen läßt Prof. Borel Ausnahmen zu: nach These 5[1] und 6[2] hat das Jugendgericht die Befugnis, Jugendliche, die das 16. Altersjahr bereits zurückgelegt haben, in gewissen besonderen Fällen vor das ordentliche Strafgericht zu weisen. — Die Aussicht, daß Jugendliche von 16—18 Jahren auch in Zukunft gelegentlich vor einem ordentlichen Strafgericht erscheinen müssen, ist gewiß peinlich. Ob man deswegen aber die Möglichkeit einer Überweisung des Jugendlichen an das ordentliche Gericht überhaupt ganz ausschließen soll, wie es Dr. Geser in seiner These 5[1] wünscht, scheint mir doch fraglich. Es sind immerhin Fälle denkbar, wo einerseits eine Trennung des Verfahrens gegen den Jugendlichen vom Verfahren gegen seine Spießgesellen mit so unverhältnismäßigen Schwierigkeiten, Kosten und Zeitverlust verbunden sein können, und wo andererseits der Jugendliche dem erzieherischen Einfluß des Jugendgerichts so unzugänglich erscheint, daß sich eine Überweisung des Jugendlichen vor den ordentlichen Strafrichter rechtfertigen würde. Da nach dem Vorschlag des Referenten übrigens das Jugendgericht selbst es ist, das die Sache an das ordentliche Gericht abgibt, so werden solche Überweisungen gewiß nur in den seltensten Fällen vorkommen — wenigstens solange das Jugendgericht seiner hohen Aufgabe eingedenk ist. — Übrigens sollte in den Fällen, in denen eine solche Überweisung nötig wird, die Fürsorge des Jugendgerichts den Jugendlichen auch vor das ordentliche Gericht begleiten, etwa in der Form, daß der Jugendliche den Verhandlungen nicht länger, als unbedingt nötig, beiwohnen darf, daß man ihn überhaupt möglichst von den erwachsenen Verbrechern fernhält, ihn womöglich durch einen Fürsorger begleiten läßt. Weiter könnten vielleicht die Mitglieder des Jugendgerichts der betreffenden Verhandlung und Beratung des ordentlichen Gerichtes beiwohnen und Anträge in bezug auf die gegenüber dem Jugendlichen zu treffenden Maßnahmen stellen etc.

4. Was die Übertretungen Jugendlicher anlangt, so möchte ich dieselben nicht, wie der Referent, vom Jugendgericht, sondern weit lieber von einer reinen Fürsorgebehörde beurteilt sehen. Die Tat selbst ist in diesen Fällen meist nicht schwer genug, um ein Gerichtsverfahren zu rechtfertigen. Aber auch eine leichte Übertretung kann ihre Ursache in der Verwahrlosung des Täters haben, und dies festzustellen und nötigenfalls die erforderlichen

Fürsorgemaßregeln zu ergreifen, dürfte eine Jugendschutzkommission oder dergl. am ehesten in der Lage sein.

Schließlich möchte ich Ihre Aufmerksamkeit noch auf zwei weitere Punkte richten, bezüglich derer die Umgrenzung der Zuständigkeit des Jugendgerichts noch ergänzt werden könnte.

1. Es handelt sich hier einmal um den Kinderschutz. Wie Sie gestern gehört haben, beurteilt das Jugendgericht in Amerika auch Straftaten Erwachsener gegenüber Kindern; Prof. Hafter nannte diese Einrichtung beherzigenswert. Und in der Tat ist sie auch schon auf dem Kontinent in verschiedenen Entwürfen und Erlassen berücksichtigt, ebenso auf dem zweiten deutschen Jugendgerichtstag in München empfohlen worden.

Natürlich eignen sich nicht alle strafbaren Handlungen, die von Erwachsenen, insbesondere Eltern und Erziehern, gegenüber Jugendlichen und Kindern begangen werden, zur Beurteilung durch das Jugendgericht. Es kommen hiefür nur solche strafbare Handlungen in Frage, die sich gegen die Person des Kindes richten; und auch unter diesen wieder wäre wohl eine bestimmte Auswahl zu treffen. Insbesondere sollte man die eigentlichen Kinderschutzfälle (Mißhandlung, Vernachlässigung, Überanstrengung von Kindern, Art. 80, 81 V. E. Str. G. B.) dem Jugendgericht zuweisen. Von einer solchen Regelung wäre wohl eine strengere und gerechtere Beurteilung dieser Fälle zu erwarten, als heute üblich und möglich ist. Allerdings hat einer der Führer der Schweizerischen Jugendgerichtsbewegung, Dr. Silbernagel, gegen eine derartige Kompetenzerweiterung der Jugendgerichte Stellung genommen: es sei zu befürchten, daß das Jugendgericht die Erwachsenen infolge der bekannten Unzuverlässigkeit der kindlichen Zeugenaussagen ungerecht beurteile. Ich kann diese Befürchtung nicht teilen. Denn die Unzuverlässigkeit der kindlichen Aussagen wird vor dem Jugendgericht doch wohl nicht größer sein, als vor dem ordentlichen Gericht. Von den Mitgliedern des Jugendgerichts ist vielmehr zu erwarten, daß sie in der Befragung von Kindern und in der richtigen Wertung der kindlichen Aussagen besonders geschickt seien, da sie darin die größere Erfahrung haben, auch wohl in ständiger Fühlung mit dem Psychiater arbeiten. Man darf daher wohl annehmen, daß gerade das Jugendgericht den Erwachsenen einen besonderen Schutz gegenüber falschen Anschuldigungen gewährt, so daß es auch im Interesse der Erwachsenen liegen dürfte, wenn Kinderschutzfälle vor dem Jugendgericht verhandelt werden.

2. Schließlich noch ein Wort über die örtliche Zuständigkeit: der Jugendliche soll vor das Jugendgericht seines Wohnorts, nicht etwa des Begehungsorts, gestellt werden. Es ist dies eine Forderung, die in der schweizerischen Jugendgerichtsliteratur mehrfach, und stets unangefochten, erhoben worden ist. Unter Wohnort ist hier natürlich der tatsächliche Wohnort, der dauernde Aufenthaltsort zu verstehen, nicht etwa der Wohnsitz im Sinne des Z. G. B.

Der Grund, warum der Jugendliche an seinem Wohnort beurteilt werden soll, ist leicht einzusehen: handelt es sich doch um die Erforschung des Jugendlichen und seiner Umwelt, um die Ausmittelung und Einleitung der geeignetsten Fürsorgemaßnahmen, was nirgends besser geschehen kann, als dort, wo der Jugendliche wohnt. Es kommt eben beim Jugendgerichtsverfahren weniger auf die Tat, als auf den Täter an, und auch bei der Festsetzung der örtlichen Zuständigkeit muß daher, gemäß dem allgemeinen Grundsatz, den Prof. Borel seinem schönen Referat voraussandte, „das wohlverstandene Interesse der Jugendlichen die leitende Richtschnur bilden."

II. Votant: Dr. jur. A. Geser-Rohner,

Kantonsrat in Altstätten (St. Gallen).

Leitsätze.

I. Allgemeiner Grundsatz.

1. Das wohlverstandene Interesse des Jugendlichen, welches dem Postulat für Einführung von Jugendgerichten zugrunde liegt, soll auch bei der Umgrenzung der Zuständigkeit desselben die leitende Richtschnur bilden.

II. Persönliche Zuständigkeit.

A. Altersgrenze.

2. Die Altersstufe der Kindheit reicht bis zum vollendeten 14. Lebensjahre.

Kinder sollen wegen strafbaren Handlungen nicht verfolgt und abgeurteilt werden, weder von einem Jugendgericht, noch von einem Kinder- oder Schulgericht.

Conclusions.

I. Principe général.

1. L'intérêt bien entendu des mineurs, dont s'inspire le postulat qui réclame l'institution d'une juridiction spéciale chargée de connaître des actes délictueux commis par eux, doit être également la considération première à consulter pour le détermination de la compétence de cette nouvelle juridiction.

II. Compétence ratione personae.

A. Limite d'âge.

2. La période d'enfance s'étend jusqu' à la fin de la quartorzième année. Les enfants ne peuvent être l'objet d'une poursuite pénale, ni d'une condamnation pas plus devant un tribunal pour mineurs que devant un tribunal pour enfants ou un tribunal scolaire.

Unter dieser Altersgrenze findet eine Abwandlung von Straftaten von Kindern nur auf administrativem Wege statt.

Die Kantone bestimmen die zuständigen Behörden und Formen, durch welche und unter welchen die Ahndung von Verfehlungen eines Kindes zu erfolgen hat.

3. Die Altersgrenze der Jugend reicht vom zurückgelegten 14. bis zum vollendeten 18. Lebensjahre. Über dieses Alter hinaus ist eine Zuständigkeit der Jugendgerichte abzulehnen.

Hingegen greifen bei der Beurteilung durch den ordentlichen Richter alle jene Milderungen Platz, welche die kantonale Gesetzgebung im allgemeinen für die Jugendlichen vom 18. bis zum zurückgelegten 20. Altersjahre, also auf der Übergangsstufe zu den Erwachsenen vorsieht.

B. Jugendliche, die im Vereine mit Erwachsenen Strafhandlungen begangen haben.

4. Haben Jugendliche und Erwachsene zusammen eine Straftat begangen, so soll die Untersuchung eine einheitliche sein, dagegen die Beurteilung in der Hauptverhandlung eine getrennte, so dass Erwachsene vom ordentlichen Gerichte und Jugendliche vom Jugendgerichte beurteilt werden.

III. Sachliche Zuständigkeit.

5. Grundsätzlich sollen jugendliche Verbrecher, auch solche über 16 Jahren und auch in besonders schweren Fällen, dem Jugendgerichte nicht entzogen und dem ordentlichen Strafrichter überwiesen werden; auch in solchen Fällen ist die sachliche Zuständigkeit des Jugendgerichtes uneingeschränkt begründet.

Au-dessous de cette limite d'âge, les actes délictueux commis par des enfants ne peuvent être poursuivis que par voie administrative.

Les cantons désignent les autorités dont relèvent les actes délictueux commis par des enfants et les formes de la répression dont ils pourront être l'objet.

3. La période de la jeunesse va de la fin de la 14me année à la fin de la 18me année. Au-dessus de cette limite d'âge, les tribunaux pour mineurs ne sont plus compétents.

Toutefois, les juges ordinaires appelés à connaître des actes délictueux par des jeunes gens âgés de 18 ans à 20 ans révolus, et qui se trouvent par conséquent dans la période de transition de la jeunesse à l'âge adulte, atténueront la répression de ces actes délictueux dans la mesure prévue par les législations cantonales.

B. Mineurs inculpés d'actes délictueux commis avec des majeurs.

4. Dans les cas d'actes délictueux commis par un mineur avec des majeurs, il n'y aura qu'une seule *instruction*; mais les majeurs seront renvoyés devant les tribunaux ordinaires, tandis que les mineurs seront déférés à la jurisprudence spéciale instituée pour eux.

III. Compétence ratione materiae.

5. En principe, les mineurs inculpés d'actes délictueux ne doivent pas être soustraits à juridiction spéciale instituée pour eux, et renvoyés à la juridiction pénale ordinaire, même s'ils sont âgés de plus de 16 ans et quelle que soit la gravité du délit commis par eux. En pareil cas, l'action pénale contre le mineur doit demeurer entièrement soumise aux dispositions qui régissent cette juridiction spéciale.

Dementsprechend muss aber auch der Strafrahmen bei schweren Jugenddelikten hinsichtlich Strafart und Strafmaß sachgemäß und hinlänglich weit gezogen sein.

Par contre, en pareil cas, le tribunal pour mineurs devra être investi de pouvoirs suffisants; quant à la nature et la durée des peines appropriées à la gravité des délits ainsi commis.

IV. Eventualantrag zu Thesen 4 u. 5.

6. Für den Fall, daß die persönliche und sachliche Zuständigkeit des ordentlichen Gerichtes für Jugendliche über 16 Jahren in besonders schweren Fällen angenommen werden wollte, soll die Befugnis der Überweisung nicht dem Jugendgerichte, sondern der Strafeinleitungsbehörde zustehen.

IV. Amendement éventuel aux thèses 4 et 5.

6. Si la compétence ratione personae et ratione materiae des tribunaux pour mineurs devait être étendue aux délits particulièrement graves commis par des jeunes gens âgés de plus de 16 ans, le renvoi devant le tribunal jugé compétent sera prononcé non par ce tribunal lui-même, mais par le magistrat chargé de l'instruction de la cause.

Um für die Verhandlungen Zeit zu gewinnen, will ich mich auf Ausführungen beschränken, in welchen ich einen von den Thesen des Referenten, Prof. Dr. Borel, abweichenden Standpunkt vertrete.

1. Seine erste These enthält den Grundsatz, den ich ebenfalls für meine Aufstellungen als Obersatz akzeptiere, nämlich: „Das wohlverstandene Interesse der Jugendlichen, welches dem Postulat für Einführung von Jugendgerichten zugrunde liegt, soll auch bei der Umgrenzung der Zuständigkeit derselben die leitende Richtschnur bilden."

Aus diesem Obersatze ziehe ich aber zum Teil andere Konsequenzen, als es vom Herrn Referenten geschehen ist. Dies zeigt sich bereits in der Frage der persönlichen Zuständigkeit hinsichtlich der Altersgrenzen.

2. Der Grundgedanke seiner zweiten These ist allerdings verständlich vom Standpunkte jener besondern Richtung in der Auffassung der Jugendgerichte, welche sich in den Genferschen Gesetzesentwürfen wiederspiegelt. Im Gegensatz nämlich zu der auch im st. gall. Gesetze betr. der Strafrechtspflege sich aussprechenden Richtung, den Jugendrichter als Strafrichter und die Verhandlung als Strafprozeß zu qualifizieren, tendieren die Genferschen Entwürfe dahin, dem Jugendrichter diesen Charakter zu nehmen und den Strafprozeß zu ersetzen durch ein Verfahren

vorwiegend erzieherischer, vormundschaftlich-fürsorgender Natur. Ich verweise diesbezüglich auf die Gesetzesentwürfe Maunoir vom 6. Mai 1908, Vuagnat und Maunoir vom 25. Juni 1910 und 12. Februar 1912 mit der Institution der Kinderstrafkammer (Chambre pénale de l'enfant) und die Angaben von Herrn Prof. Hafter in seinem Referat am Schweiz. Juristentag 1909, S. 26 ff. Ein anderer Vorschlag der Union des Femmes in Genf, welche eine Kommission, der auch Strafrechtsprofessor Gautier angehört, mit der Ausarbeitung eines Gegenentwurfes zuhanden des Großen Rates von Genf betraute (dat. den 20. Dez. 1910), will an Stelle der Kinderstrafkammer die ganze Behandlung jugendlicher Delinquenten einem Einzelrichter zuweisen mit sehr weitgehenden Befugnissen, wie z. B. einzuschreiten, „quand l'enfant est sans surveillance, sans occupation ou qu'il se conduit mal", welche Aufgaben selbstredend einem ordentlichen Jugendstrafgericht niemals zugeteilt werden könnten.

Vorliegende Borelsche These lehnt sich auch insofern an das Genfersche Recht an, als dieses zur Zeit die Periode der Strafmündigkeit, der Kindheit im strafrechtlichen Sinne des Wortes mit dem vollendeten 10. Altersjahre abschließt.

Demgegenüber würde ich die Teilung der Kinder bis zum 10. und solche vom 10. bis zum 14. Altersjahre fallen lassen und als Prinzip feststellen, Kinder unter 14 Jahren nicht einer ordentlichen Strafverfolgung und Beurteilung, auch nicht vor einem Jugendgerichte zu unterwerfen.

Gewiß sind auch Kinder unter 14 Jahren fähig, die in einer unerlaubten Handlung liegende Bosheit zu erkennen, doch ist die Einsicht in die Strafbarkeit einer Handlung in dieser Periode relativ zu fassen; denn es ist eine Erfahrungstatsache der Pädagogik, daß vor der Geschlechtsreife das Verständnis für den ethischen Inhalt der Strafdrohung und damit die einzige Möglichkeit einer dem kindlichen Geiste zugänglichen Erfassung des Verbrechens mangelt.

Erst nach dem Eintritt dieser Periode ist anzunehmen, daß zum Unterscheidungsvermögen auch jene gereifte Willens- und Widerstandskraft gegen die verbrecherischen Motive hinzugetreten sei, um das der öffentlichen Bestrafung zugrunde liegende Verantwortlichkeitsgefühl im Individuum zu begründen. Nun kann das zeitliche Eintreten der geistigen und sittlichen Reife eines Kindes nicht so individualisiert werden, daß das Jugendgericht

in jedem einzelnen Falle den Beginn der Strafmündigkeit festsetzen könnte. Stabilität und Sicherheit für das Rechtsleben fordern, daß der Gesetzgeber durch die zahlenmäßige Fixierung einer Altersgrenze gleichsam eine Mittellinie zieht.

Das schließt nicht aus, daß dann beim Strafausmaß individualisiert wird, insofern als ein jugendlicher Delinquent, bei dem schon vor diesem Zeitalter jene Reife eingetreten, eine strengere Behandlung erfährt.

Die Festlegung des 14. Altersjahres als untere Grenze der Strafmündigkeit ist um so geeigneter, als dieser Zeitpunkt für den größten Teil der Bevölkerung tatsächlich die Beendigung des Lebens in Schule und Haus bedeutet. In weitesten Kreisen des Volkes beginnt mit der Entlassung aus der Schule die Zeit der Teilnahme an der wirtschaftlichen Arbeit und damit eine Selbständigkeit, die neue Aufgaben stellt und eine anders geartete Verantwortung auferlegt.

Mit dem Ausschluß der Strafverfolgung von Kindern unter 14 Jahren wissen wir uns einig mit bestehenden kantonalen Strafgesetzbüchern, mit dem Vorentwurf zu einem Schweiz. Strafgesetzbuch von 1908 und den Beschlüssen der eidg. Expertenkommission, welche sich beruft auf den Anschluß an die bisherige kantonale Gesetzgebung und auf das Volksbewußtsein. Damit stimmt auch überein jene ausländische Gesetzgebung, welche ihr Jugendstrafrecht in der jüngsten Zeit reformiert haben, wie z. B. Norwegen, Dänemark, oder im Begriffe ist, das zu tun, wie Deutschland und Österreich.

Der Sprechende hat auf Grund eines Fragebogens, gerichtet an die kantonalen Staatsanwaltschaften, Justizdirektionen und Kantonsgerichtspräsidenten, sowie an mehrere größere Erziehungs- und Rettungsanstalten, eine Enquete veranstaltet, auch über die Frage: Sollen Jugendliche im Alter von 10 bis 14 Jahren wegen Strafhandlungen vor das Jugendgericht gestellt werden?

Die Ansichten sind geteilt; indes befinden sich eine größere Anzahl Kantone in Übereinstimmung mit meiner These, mit derselben Motivierung, daß Strafunmündige — als solche seien Kinder bis zu 14 Jahren zu taxieren — überhaupt nicht vor ein Gericht, auch nicht vor ein Kinder- oder Jugendgericht gehören; im Interesse der Erhaltung des kindlichen Gefühls liege es, denselben den Eindruck, vor einem Gericht gestanden zu haben, so-

lange wie möglich zu ersparen. Der Chef unseres kantonalen Justizdepartements, Hr. Landammann Schubiger — dem ein Hauptverdienst an der Einführung der Jugendgerichte im Kanton St. Gallen und damit der ersten Jugendgerichte in der Schweiz überhaupt zukommt — äußert sich in vorliegender Frage wie folgt: „Jugendliche unter 14 Jahren sollten m. E. nicht vor den Richter gestellt werden. Kuhn-Kelly will dies bekanntlich auch bei ältern Jugendlichen vermeiden. Die richtige mittlere Linie dürfte beim Abschluß des Kindheitsalters (14. Jahr) liegen. Die Abwandlung (Verweis, Züchtigung, Unterbringung in einer Besserungsanstalt oder in einer Familie) erfolgt am besten auf administrativem Wege (Regierungsrat, unter Mitwirkung der vormundschaftlichen Organe, der Jugendschutzkommissionen, der Schulräte).“

Aus Zürich hingegen antwortet uns der III. Staatsanwalt Dr. Zürcher:

„Ganz sicher erscheint uns, daß das Alter von 10—14 Jahren vor das Jugendgericht gehört. Gerade in diesem Alter äußert sich ein schlechter Keim im Kind gelegentlich in Taten, denen gegenüber Eltern und Vormundschaftsbehörden nicht mehr mächtig genug sind (mir ist ein Fall von Mord in Erinnerung); auch eine Jugendschutzkommission gehört nicht hieher.“

Es ist indes nicht zu übersehen, daß der Gesetzesentwurf betr. die Strafprozeßordnung des Kantons Zürich, analog den Genferschen Entwürfen, das Jugendstrafrecht zu einem Bestandteil der Fürsorgegesetzgebung machen will. Die Maßnahmen gegen die Kinder sollen nur nach erzieherischen Grundsätzen getroffen werden.

Auch in pädagogischen Kreisen machen sich verschiedene Anschauungen geltend über die Frage, ob Jugendliche unter 14 Jahren vor ein Jugendgericht gestellt werden sollen oder nicht. Manche Auffassungen sind sehr relativ formuliert, so daß sie sich weder der These Dr. Borel noch der unsrigen restlos zuteilen lassen. Dagegen herrscht doch auch in diesen Kreisen die Auffassung vor, daß prinzipiell Kinder unter 14 Jahren nicht vor ein Gericht, auch nicht vor ein Jugendgericht gehören. Die Familie oder deren Vertretung (Vormund, Waisenamt oder in schweren Fällen eine Jugendschutzkommission) seien die besten Instanzen für die Ahndung des Kindes in dieser Periode.

Es könnte noch die Frage aufgeworfen werden, ob fehlbare Kinder im Alter von 10 bis 14 Jahren zwar nicht vor einem

Jugendgericht, aber vor einem Schulgericht abgeurteilt werden sollen. Bisher haben die Kantone Neuenburg, Baselstadt, Bern, Obwalden die Schule in den Dienst des Strafrechtes gestellt und den Wirkungskreis der Schulgerichte auch auf nicht mehr Schulpflichtige ausgedehnt. Von dieser Kinder- und Schulgerichtsbarkeit gibt uns ein anschauliches Bild Hafter im „Strafrecht und Schule“ (Zürich 1908) und in seinem Referat über „Jugendgerichte mit besonderm Hinblick auf schweiz. Verhältnisse“ am Schweiz. Juristentag 1909. Auch der eidg. Strafrechtsentwurf hat in Art. 10, welcher von den Kindern handelt, die Schulgerichtsbarkeit übernommen, will hingegen die Ausgestaltung, den Vollzug derselben, den Kantonen überlassen. Die Erfahrung mit den Schulgerichten hat aber den Erwartungen nicht entsprochen. So hat man in Basel mit dem Schulstrafrecht keine guten Erfahrungen gemacht. Darüber berichtet ausführlich Silbernagel in seinem sehr lesenswerten Buche: „Bekämpfung des Verbrechertums durch Rettung jugendlicher Delinquenten“, S. 101 ff. Sehr bemerkenswert sind auch dessen Ausführungen im Schoße der eidg. Expertenkommission: „Die Heranziehung der Schulbehörde zur Beurteilung des jungen Rechtsbrechers ist als Regel entschieden abzulehnen; diese Ordnung der Dinge entspricht einer längst überholten Stufe der Entwicklung. Sie wird namentlich neuerdings auch von Pädagogen selbst abgelehnt. In Basel hatten wir eine Schulgerichtsbarkeit; wir haben sie aber nicht mehr, denn es zeigte sich, daß die Lehrer sehr oft zur Ausübung der Schulgerichtsbarkeit nicht geeignet waren und selbst diese Funktionen als Last empfanden. Gegen die Abschaffung ergab sich keinerlei Opposition.“ Auch in pädagogischen Kreisen besteht nicht viel Neigung für Schulgerichte. Dasselbe scheint in Deutschland der Fall zu sein, wie uns in sehr entschieden gehaltener Ablehnung der Schulgerichte Grabowsky schreibt, der Herausgeber des „Centralblattes für Vormundschaftswesen, Jugendgerichte und Jugendfürsorge“ in Berlin: „Kinder unter 14 Jahren gehören meiner Meinung nach weder vor ein Jugendgericht noch vor ein besonderes Schulgericht. Darüber ist man in Deutschland ziemlich einig. Wir haben ja bei uns den Beginn der Strafmündigkeit noch mit dem zurückgelegten 12. Lebensjahre; doch hat der Entwurf zu dem neuen Strafgesetzbuch dafür das 14. Lebensjahr eingesetzt und Gegner dieser Bestimmung sind kaum vorhanden. Es ist also anzunehmen, daß über

kurz oder lang bei uns die Kindheit oder Strafunmündigkeit bis zum zurückgelegten 14. Lebensjahre geht. Schulgerichte sind meiner Überzeugung nach zu verwerfen."

3. In Übereinstimmung mit der herrschenden Auffassung der Gesetzgebung im Auslande, insbesondere in den Ländern mit fortgeschrittenen Jugendstrafrechtsreformen, in Anlehnung sodann an verschiedene kantonale Rechte, sowie den Entwurf für ein schweiz. Strafgesetzbuch von 1908 möchten wir das Jugendlichendelikt im strafrechtlichen Sinne begrenzen auf Delinquenten vom vollendeten 14. bis zum zurückgelegten 18. Altersjahre. Stimmen wir also mit dem ersten Satz der dritten These des Referenten überein, so sehen wir uns doch zu einer ablehnenden Stellungnahme gegenüber dem zweiten Satz veranlaßt, lautend: „Selbst bis zum zurückgelegten 20. Altersjahre kann der Jugendliche für von ihm begangene Strafhandlungen von den zuständigen Behörden vor das Jugendgericht gebracht werden."

Mit der Erreichung des 18. Altersjahres sollte der Eintritt der strafrechtlichen Vollreife gesetzlich festgelegt und Ausnahmefälle m. E. nicht zugelassen werden. Die Erziehbarkeit nämlich, welche die Voraussetzung wäre für eine weitergehende jugendgerichtliche Behandlung, ist beim zurückgelegten 18. Altersjahre so gut wie ausgeschlossen, weil sich der Charakter im Guten und Bösen bereits gefestigt hat und mit der größern Einsicht sich häufig genug auch eine stärkere sittliche Verderbnis gepaart zeigt.

Dem entspricht die erhebliche Steigerung der Kriminalität in dem Alter von 18—21 Jahren. Das Sicherheitsgefühl des Volkes würde sich mit dieser Steigerung im Falle einer bloßen Nacherziehung auch der 20-Jährigen nicht vertragen, zumal ja Jugendliche schon im Alter von 14—18 Jahren bereits in das Berufsleben eingetreten sind, so die Gesellen im Gewerbe, die Arbeiter im Fabrikbetriebe, die einer strafrechtlichen Verantwortlichkeit nicht enthoben werden können. Mit dem Zeitpunkte, in welchem beim straffälligen Individuum mit der körperlichen Entwicklung eine gewisse geistige Reife eingetreten, hört auch die innere Berechtigung für eine ausnahmsweise Behandlung auf.

Vom Standpunkte des Strafrechtes aus ist mit 18 Jahren der Mensch erwachsen; es kann sich nur darum handeln, den 18 Jahr alt Gewordenen nicht sofort die ganze Wucht des Straf-

rechtes fühlen zu lassen. Darum haben verschiedene kantonale Rechte und auch Art. 13 des schweizer. Entwurfes für die Zeit vom 18. bis zum zurückgelegten 20. Altersjahre gewisse Milderungen vorgesehen (namentlich keine lebenslängliche Zuchthausstrafe, keine Einstellung in die bürgerliche Ehrenfähigkeit, Herabsetzung der Verjährungsfristen auf die Hälfte, Trennung der Unmündigen von den andern Sträflingen). „Wer — nach st. gall. Rechte — bei Verübung der strafbaren Handlung das 20. Altersjahr noch nicht zurückgelegt hat, kann noch der Wohltat der Jugendlichen in dem Sinne teilhaftig werden, daß auch bei Verbrechen nur Korrektionalstrafe Anwendung findet, aber nur dann, wenn die Tat mehr dem Leichtsinn als dem bösen Willen zuzuschreiben ist und sich der Täter nicht im Rückfalle befindet.“ Für jugendliche Verbrecher haben sodann verschiedene Kantone den bedingten Straferlaß eingeführt.

Angesichts dieser Regulatoren des strengen Rechts für Jugendliche bis zum zurückgelegten 20. Altersjahre sind die Besonderheiten des Jugendgerichtes hier nicht mehr am Platze.

Die Rechtsvergleichung in der Schweiz und im Auslande lehrt uns auch, daß wir mit unserer Festlegung des Jugendlichen-Deliktes mit 18 Jahren bereits an die äußerste Grenze gegangen sind, indem andere Rechte die kriminelle Vollreife früher eintreten lassen. Die herrschende Meinung, die obere Grenze des Jugendlichen-Alters mit 18 Jahren abzuschließen und abgesehen von den eben genannten Strafmilderungen, eine ausnahmsweise Behandlung der Jugendlichen von 18—21 Jahren nicht mehr zuzulassen, spiegelt sich wieder in dem Ergebnis unserer Enquete. Dabei bemerken wir, daß aus den Kantonen Stimmen laut geworden sind, als obere Altersgrenze schon das 17., 16., ja sogar das vollendete 14. Altersjahr anzunehmen. Aus Schaffhausen (Staatsanwalt Frauenfelder) wird uns geantwortet: „Mir scheint weit genug gegangen zu sein, wenn die Grenze beim 18. Altersjahre gezogen wird. Es ist ja richtig, daß bisweilen 19- und 20-Jährige noch sehr jugendlich sind, aber das ist eine Ausnahme. Einen ausgiebigen Schutz der Jugendlichen erblicken wir im Institut der bedingten Verurteilung.“

Über 18 Jahre ausnahmsweise eine Behandlung des Jugend-Deliktes durch das Jugendgericht eintreten zu lassen, befürworten verschiedene Antworten aus pädagogischen Kreisen, insbesondere unter Hinweis darauf, es gebe z. B. halbe und ganze Idioten in

diesem Alter, denen man wie Kindern Rücksicht tragen müsse. Ebenso sei Rücksicht am Platze gegenüber solchen Jugendlichen, die durch Veranlassung Erwachsener Delinquenten geworden sind. Umgekehrt empfehlen andere ebenso tüchtige und erfahrene Praktiker auf diesem Gebiete, auch in Deutschland, die Grenzen nach unten zu stecken und zwar aus dem Grunde, weil die ältern Jugendlichen — namentlich in Städten — bereits so entwickelt seien, daß hier allein die Schärfe des ordentlichen Gerichtes präventiv wirken könne.

Aus dem Gedanken wirksamer Prävention heraus bin ich auch nicht dafür, daß unter Umständen ein über 18-Jähriger vor das Jugendgericht gestellt werden kann.

4. Den in der vierten These von Dr. Borel hervorgekehrten Standpunkt, daß bei Behandlung von Delikten, die ein Jugendlicher im Verein mit Erwachsenen begangen, die Strafverfolgung gegen den Jugendlichen ausschließlich nach den für das Jugendgericht geltenden Bestimmungen zu geschehen habe, können wir nur insoweit beipflichten, als die Aburteilung der beidseitigen Delinquenten in Frage steht. Dagegen muß die Einheit der Strafverfolgung im Untersuchungsverfahren gewahrt bleiben im Interesse der richtigen Instruktion über die Straftat.

Dem modernen Strafprozeß entspricht das Prinzip, daß Untersuch und Aburteilung nicht in derselben Hand liege wie im Inquisitionsprozeß. Daher Trennung von Untersuchung und Hauptverhandlung. Infolgedessen kann auch bei jugendlichen Straftaten nicht das ganze Verfahren vom Jugendgericht allein durchgeführt und der Untersuchungsbeamte ausgeschaltet werden. Es ist auch nicht notwendig, daß die getrennte Behandlung des jugendlichen und des erwachsenen Verbrechers bei derselben Straftat sich sowohl auf die Untersuchung als die Hauptverhandlung beziehe. Im Gegenteil sprechen sehr wichtige Gründe dafür, daß im Stadium der Untersuchung die Einheit gewahrt werde, damit dem Prinzip der Ergründung der materiellen Wahrheit völlig Rechnung getragen werden kann. Denn die Aussagen des Jugendlichen wie seines mitschuldigen Erwachsenen ergänzen einander und sind gegenseitig im Zusammenhange zu kontrollieren, abzuwägen und zu vergleichen, so daß diese innere Kohärenz des einheitlichen Tatbestandes nicht durch eine getrennte Behandlung der beiden Angeschuldigten im Untersuchungsverfahren gestört werden soll. Dabei ist nicht ausgeschlossen, daß

schon im Untersuchungsstadium die Interessen des Jugendlichen allseitig gewahrt werden, indem der Untersuch sich nicht auf die Feststellung des Tatbestandes beschränkt, sondern auf eine möglichst eingehende Erhebung der persönlichen Verhältnisse des Täters, überhaupt auf alle erheblichen individualisierenden Momente sich erstreckt, die gerade für die Beurteilung des Jugendlichen in Betracht fallen.

Die Voraussetzung aller dieser Erwägungen ist selbstredend, daß wir es im Jugendlichenprozeß ebenfalls mit einem Strafprozeß zu tun haben und nicht mit einem verwaltungsrechtlichen Fürsorgeverfahren, welcher Auffassung wir bereits gedacht haben. Man tut dem modernen Untersuchungsrichter Unrecht, wenn man ihn unter dem Vorwande ausschalten möchte, als ob er nicht hinlänglich qualifiziert wäre, die Untersuchung im Jugendlichenprozeß zu führen. Ist er doch ein Beamter, der vermöge seiner Stellung, seiner technisch-juristischen Kenntnisse, seiner psychologisch-kriminalistischen Schulung und Erfahrung ganz anders den Anforderungen an eine richtige Instruktion des Straffalles genügen kann als irgend ein menschenfreundlicher Laie. Ein prozessualisches Interesse ist es auch, einer Verlangsamung oder Verschiebung der Strafverhandlung vorzubeugen, da solche zu Mißständen Anlaß geben könnten zum Nachteil des Jugendlichen sowohl als der am Strafverfahren beteiligten Gesamtheit. Es ist also gerade von diesem Standpunkte aus zu wünschen, daß die Einheit der Untersuchung gewahrt bleibe und dieselbe in den Händen eines gewandten und erfahrenen Untersuchungsrichters bleibe. Man denke nur an die Fälle, wo es sich um beschleunigte Aufnahme von Depositionen Beteiligter und Zeugen handelt, von Beschlagnahmen und Durchsuchungen und sonstigen persönlichen und sachlichen Sicherungen zur Feststellung des Tatbestandes. Für Beibehaltung der ordentlichen Untersuchungsbehörden auch bei einer Untersuchung, die sich gegen einen Jugendlichen richtet und für die Einheit des Verfahrens bei der Untersuchung spricht Hafter in seinem Referat am Schweiz. Juristentag 1909 (S. 32 ff.), ebenso Hasler „die jugendlichen Verbrecher im Straf- und Strafprozeßrecht“, S. 142.

Unser Standpunkt tritt auch in den Verhandlungen der großrätlichen Kommission betr. Strafrechtspflege im Kanton St. Gallen hervor. Die Untersuchungsrichter der Stadt St. Gallen haben derselben nämlich folgenden Ergänzungsvorschlag zu Art. 10 des bezüglichen st. gall. Gesetzes eingereicht:

„Für die zahlreichen Fälle, da Jugendliche und Nichtjugendliche in einem Strafverfahren verwickelt sind und wo infolge des Art. 10 die Frage entsteht, ob alle vor das gleiche Forum geleitet oder getrennte Beurteilung durch das ordentliche und das Sondergericht stattfinden soll, wäre sehr zu wünschen, daß das Gesetz hier Wegleitung gibt. Am richtigsten schiene uns die Lösung, daß in der Regel bei „gemischter Beklagtengesellschaft" alle vor den ordentlichen Richter geleitet werden sollen.

Bloß ausnahmsweise, d. h. in Fällen, wo sich eine getrennte Abwandlung der jugendlichen Täter bezw. Komplizen leicht durchführen läßt, sollte nach Aburteilung der Nichtjugendlichen diejenige der Jugendlichen durch das Jugendgericht erfolgen.

Damit der vom Gesetzgeber bezweckte Schutz der Jugendlichen auch bei Mitbehandlung der Jugendlichen durch das ordentliche Gericht erreicht werden könnte, könnten beispielsweise die beiden außergerichtlichen Mitglieder des Jugendgerichtes zur Gerichtsverhandlung als Berater beigezogen werden."

Daraufhin hat die großrätliche Kommission in den Beratungen festgestellt — und der Große Rat hat diese Anschauung zu der seinen gemacht — daß grundsätzlich die Auffassung herrsche, die Jugendlichen nicht mit Erwachsenen vor das ordentliche Gericht zu ziehen, sondern vor das Jugendgericht zu stellen, trotz der fatalen Perspektive, daß ab und zu doppelte Beurteilung statthaben müsse. Die Trennung in der Beurteilung solle unbedingt durchgeführt werden, „wenn nur die Untersuchung eine gemeinsame sein könne". Der Verbindung des Strafgedankens mit der Jugendfürsorge trägt schon die Zusammensetzung des Jugendgerichtes in geeigneter Weise Rechnung, indem neben drei aus der Mitte des Bezirksgerichtes frei gewählten Mitgliedern des Gerichtes zwei Mitglieder einer staatlichen Jugendschutzkommission des betreffenden Bezirkes im Jugendgerichte sitzen, welche vom Präsidenten für jeden einzelnen Fall unter Berücksichtigung der besondern Beschaffenheit desselben einberufen werden.

In den Kantonen ist übrigens die Auffassung über diese Frage geteilt. In einer größern Anzahl von Kantonen besteht die Neigung, das Prinzip der Einheit der Strafverfolgung zu wahren, die Jugendlichen also mit den erwachsenen Komplizen vor den ordentlichen Richter zu stellen. Andere Kantone wiederum, insbesondere Städtekantone, vertreten unsere An-

schauung, für die richterliche Beurteilung der Jugendlichen den Grundsatz des Gerichtsstandes des Zusammenhanges fallen zu lassen. Zürich dehnt dieses Prinzip nicht bloß auf die Hauptverhandlung aus, sondern auch auf die Untersuchung, da es im Entwurf Art. 353 b. al. bestimmt: „sind Kinder und andere Personen an Straftaten beteiligt, so ist das Verfahren gegen die Kinder abzutrennen und dem Untersuchungsrichter zu überweisen, sobald und soweit es der Zweck der Untersuchung gestattet.“

Der deutsche St. P.-Entwurf Art. 372 will die Strafsachen gegen Jugendliche von denen gegen Erwachsene trennen, „soweit dies ohne Nachteil für die Verhandlung und Entscheidung geschehen kann.“ Oberstaatsanwalt Dr. Elwert (s. Verhandlungen des 2. deutschen Jugendgerichtstages in München 1910, pag. 101) ist der Meinung, es lasse sich keine Generalregel aufstellen; es komme ganz auf den einzelnen Fall an, und es werde immer Fälle geben, wo auch Jugendliche vor das ordentliche Gericht der Erwachsenen gestellt werden müssen. Gewiß kann es Fälle geben, wo weniger wegen des Charakters und Vorlebens des Jugendlichen, als wegen der Art der Sache eine besondere Aburteilung des Jugendlichen unzweckmäßig sein kann, wo also event. die Möglichkeit zu geben wäre, den Fall dem ordentlichen Richter zu überweisen. Allerdings dürfte dies m. E. erst bei den über 16 Jahre alten Jugendlichen geschehen, während die zwischen 14 und 16 Jahren unter allen Umständen von dem Jugendrichter abzuurteilen wären, schon damit sie durch den großen Apparat der Hauptverhandlung und durch das gemeinsame vor dem Richter Stehen mit Erwachsenen sich nicht als frühreife Helden vorkommen.

Indes halten wir doch trotz mancher Unzukömmlichkeiten prinzipiell daran fest, daß Delikte der Jugendlichen nur vor dem Jugendgerichte abgeurteilt werden.

Das bayerische und preußische Justiz-Ministerium gehen noch einen Schritt weiter, indem sie, wo eine Trennung sich nicht leicht durchführen läßt, verfügen, daß der Jugendrichter das gesamte Verfahren, auch gegen die Erwachsenen, zu übernehmen habe. Soweit würden wir nun allerdings die Zuständigkeit des Jugendrichters nicht ausdehnen, würden speziell auch die Beurteilung von Anklagen gegen Erwachsene wegen Sittlichkeitsdelikten an Kindern niemals dem Jugendgerichte übertragen. Nichts berechtigt, den erwachsenen Beklagten seinem persönlichen

Strafrichter zu entziehen und ihn einem Spezialgericht zu überweisen, das zwar auch eine Strafgerichtsbarkeit ausübt, insbesondere aber die Aufgabe hat, ein Kinder- und Jugendschutzgericht zu sein und dessen ganze Indikatur vorwiegend von diesem Prinzip beeinflußt ist.

5. Die Borelschen Thesen 5 und 6 gehören methodisch zusammen, da sie von demselben Gedanken beherrscht sind, die über 16 Jahre alten Jugendlichen dem ordentlichen Richter zu überweisen, falls hierfür in Anbetracht der Tatumstände, des Alters oder Charakters des Jugendlichen oder seines Vorlebens oder sonstiger wichtiger Umstände hinreichende Gründe vorliegen, gemäß Antrag der Staatsanwaltschaft und nach Anhörung des Vertreters des Jugendlichen. Der Unterschied der Thesen 5 und 6 besteht lediglich darin, daß die erstere den nämlichen Gedanken vom Standpunkte der persönlichen und die letztere von demjenigen der sachlichen Zuständigkeit formuliert.

Wir können von formellen und materiellen Gesichtspunkten uns diesen Thesen nicht anschließen.

Es ist an sich schon mißlich, wenn ein Institut wie dasjenige der Jugendgerichte, das aus grundsätzlichen Strafrechtsanschauungen aufgestellt worden ist, wieder in seinen Funktionen gehemmt werden soll durch Ausnahmen. Damit wird jedesmal ein Prinzip geschwächt, zumal wenn die Bedeutung und Tragweite der Ausnahme eine höchst unsichere und problematische ist. Wir teilen da die Auffassung der Staatsanwaltschaft von Schaffhausen: „Ich bin entschieden gegen alle Exemtionen. Wenn nicht das Alter, das einen fixen Begriff ausmacht, allein maßgeblich ist, sondern die konkreten Verhältnisse, dann ist immer alles im Fluß und des Zertierens kein Ende, und wer hätte dann schließlich zu entscheiden? Nach dem Entscheid des Jugendgerichtes und der Zuweisung ans ordentliche Gericht könnte dies ebensogut wiederum finden, das Jugendgericht sei zuständig.“

Größere Bedenken bestehen aber in materieller Beziehung. Geht man von der von uns vertretenen Anschauung aus, daß das Jugendgericht ein Strafgericht ist und seine Aufgabe eine strafgerichtliche, nicht bloß eine erzieherisch-fürsorgliche, dann bestehen keine Gründe, den jugendlichen Delinquenten in besonders schweren Fällen der Jugendgerichtsbarkeit zu entziehen. Wir finden im Gegenteil, daß gerade in den von der These nam-

haft gemachten Fällen das Jugendgericht seine Existenzberechtigung in besonderer Weise zu rechtfertigen habe und nicht bloß in Bagatellsachen. Ich bin nicht dafür, die Arbeit des Jugendgerichtes zu durchkreuzen dadurch, daß nun bei dem sehr subjektiven Begriff der „besonders schweren Fälle“ dem Jugendgericht beliebig Strafsachen entzogen werden können. Das würde das Fundament der Jugendgerichte zum vorneherein erschüttern. Wenn Jugendgerichte, dann alle Fälle ohne Ausnahme! Dies noch aus einem andern wichtigen Grunde. Kommt das Jugendgericht bei besonders schweren Fällen dazu, auch einmal mit einer schweren Strafe vorzugehen, so erlangt es nicht den Ruf der Weichlichkeit, den leider manche deutsche Jugendgerichte in jugendlichen Verbrecherkreisen bereits gewonnen haben. Die Tatsache, daß auch einmal schwere Strafen verhängt worden sind, färbt auf die ganze Tätigkeit des Jugendgerichtes ab und wirkt so wiederum präventiv.

Nach dem deutschen Entwurf einer Novelle zum Gerichtsverfassungsgesetz sollen alle zur Zuständigkeit des Landgerichtes (Strafkammer) gehörenden Vergehen und Verbrechen, auch die des Raubes, der Brandstiftung und der Eisenbahntransportgefährdung, dem Jugendgericht überwiesen werden, da „gerade bei diesen Verbrechen“ nach den Motiven Fälle vorkommen, die einer sachgemäßen Beurteilung besonders bedürfen und sich daher in besonderem Maße zur Aburteilung bei den Jugendrichtern eignen. Mit Recht, denn der große Vorteil eines Jugendgerichtes soll eben darin bestehen, daß es mit Personen besetzt ist, die eine besondere Eignung haben, die Seele eines jugendlichen Verbrechers zu erfassen, und infolge berufsmäßiger Beschäftigung mit jugendlichen Angeklagten sich einen Schatz reicher Erfahrungen angeeignet haben. Gerade in den schweren Fällen soll sich daher ihr psychologisch geschärftes Urteil bewähren, und soll man daher das Institut des Jugendgerichtes nicht gerade dort aufheben, wo es die höchste Leistung seiner Zweckbestimmung an den Tag zu legen berufen ist. Natürlich setzt das voraus, daß dem Jugendgerichte beim Ausmaß der Strafe eine auch für schwere Straffälle ausreichende Kompetenz gesetzlich eingeräumt ist. Insbesondere muß daher bei Verbrechen, die für Erwachsene mit der Todesstrafe oder mit lebenslänglicher Freiheitsstrafe bedroht sind, ein besonderer Strafrahmen für Jugendliche aufgestellt werden und zwar Einschließung bis zu

mehreren Jahren mit oder ohne Zwangserziehung. Das Rechtsbewußtsein des Volkes verlangt nämlich, daß auch bei Aburteilung von Jugendlichen dem Sühne- und Vergeltungsgedanken gebührend Rechnung getragen werde. Ich verweise diesbezüglich auf Silbernagel „Bekämpfung des Verbrechertums durch Rettung jugendlicher Delinquenten", S. 116 und ff., und Dr. Geser-Rohner in der „Monatsschrift für christliche Sozialreform" (31. Jahrgang, Oktober 1909, S. 581 und ff.). Von der gleichen Erwägung geleitet, ist man auf Antrag des Letztern in St. Gallen im neuesten Gesetze betr. die Strafrechtspflege dazu gelangt, die Gefängnisstrafe wegen schweren Vergehen und wegen Verbrechen für Jugendliche von einem Jahr laut Entwurf auf drei Jahre zu erhöhen. Dem gegenüber steht allerdings der Entwurf für das eidg. Strafgesetzbuch in einem gewissen Gegensatze, indem er selbst für die schwersten Taten als Höchstmaß für normale jugendliche Verbrecher (die weder verwahrlost, noch sittlich verdorben sind, noch einer besondern Behandlung bedürfen) bis zum vollendeten 18. Altersjahre nur zweimonatlich abgesonderte Einschließung vorgesehen hat. Bei solcher unzureichender Strafausmessung ist es allerdings begreiflich, wenn in der eidg. Expertenkommission ein Antrag gestellt wurde, daß ausnahmsweise, insbesondere bei Gemeinfährlichkeit des Täters oder bei sehr schweren Vergehen, auch bei Jugendlichen die ordentliche, wenn auch gemilderte Bestrafung einzutreten habe. Doch liegt hier der Fehler nur am Strafrahmen und nicht in der Institution des Jugendgerichtes an sich. Bei einer solchen Verweisung des Jugendlichen an das ordentliche Gericht kann nun allerdings leicht die Möglichkeit eintreten, daß ein Jugendlicher allzu schwer bestraft wird und die Gerichtspraxis sich zu rigoros gegen den Jugendlichen entwickelt, vielleicht gerade als Reaktion einer event. allzu milden Praxis des Jugendgerichtes.

Es lassen sich auch aus den Kantonen Stimmen dahin vernehmen, sobald Ausnahmen von einem Prinzip bewilligt werden, wird in der Praxis für jeden Fall eine Ausnahme geltend gemacht, und dann sei erfahrungsgemäß des Streitens kein Ende, oder: es solle die Möglichkeit der Verweisung von Jugendlichen an den ordentlichen Richter nicht vorgesehen werden, um nicht der Befürchtung Raum geben zu müssen, daß diese Fälle öfters vorkommen.

Aber auch für den Fall, daß man sich zu einem System der

Überweisung entschließen würde, so müßte doch m. E. das Überweisungserkenntnis nicht vom Jugendgericht ausgehen, sondern von der Strafeinleitungsbehörde. Damit würden ein zweimaliges Aufrollen der Strafsache und unnötige Weiterungen im Interesse des Jugendlichen vermieden.

5. Öffentlichkeit oder Ausschluß der Öffentlichkeit.

a) Referat von H. Hiestand,

Vorsteher des städt. Kinderfürsorgeamtes Zürich.

Leitsätze.

1. In den Jugendgerichtsverhandlungen ist die Öffentlichkeit — auch die Presse — auszuschließen. Immerhin soll dem Gericht das Recht zustehen, Eltern, Vormündern oder sonst am Falle interessierten Personen den Zutritt zu gestatten.

2. Der jugendliche Angeklagte soll soweit möglich auch von der Anhörung der Parteivorträge und der Urteilsberatung ausgeschlossen werden.

Conclusions.

1. Le public et la presse devront être exclus des débats des tribunaux pour mineurs. Toutefois, le tribunal pourra, suivant le cas, en permettre l'accès aux parents, tuteurs ou telles autres personnes intéressées à la cause.

2. L'inculpé n'assistera pas, lorsque faire se pourra au réquisitoire, et à la défense, non plus qu'aux délibérations du tribunal en vue du jugement à prononcer.

Gewiß muß allgemein anerkannt und zugegeben werden, daß die Öffentlichkeit des Gerichtsverfahrens eine überaus wertvolle, durch und durch demokratische Errungenschaft ist, die auf die gesamte Rechtspflege nur günstig wirken kann. Sie bietet dem Volke die beste Garantie für eine natürliche, unparteiische Rechtsbehandlung und ist wie nichts anderes geeignet, das Vertrauen in unsere Gerichte zu wecken und zu festigen. Wenn wir diese Einrichtung nicht schon besäßen, müßte sie mit allen Mitteln erkämpft werden. Trotzdem hat man aber in richtiger Erkenntnis der mit diesem Rechte verbundenen Gefahren bestimmt, daß in gewissen Fällen, wenn z. B. durch die Verhandlungen eine Gefährdung der öffentlichen Ordnung, der Sittlichkeit etc. zu befürchten wäre, die Öffentlichkeit ausgeschlossen werden dürfe. Was liegt nun näher als erweiternd zu sagen: „Da die Öffentlichkeit des Gerichtsverfahrens gegen unsere Jugend Gefahren bietet, so soll sie beschränkt oder ausgeschlossen werden.“ Nun wird diese Anklage von den Vertretern der Fürsorgebestrebungen